

**“ Le défi pour tout socialiste, ce n’est pas seulement la révolte contre l’injustice ; c’est de trouver les moyens de rendre la société plus juste ”**

# La lettre de SOCIALISME & DEMOCRATIE



Lettre hebdomadaire No. 114 - du 24 juin 2007 -- Directeur de la publication : Alain Bergounioux -- sixième année

## **L’édito de Dominique Strauss-Kahn**

### **“La gauche doit réfléchir sur elle-même, sans concession”**



Nous avons perdu l’élection présidentielle. Si nous ne voulons pas qu’on la perde une quatrième fois - ça peut arriver : nos amis britanniques ont connu la droite pendant dix-huit ans -, il faut que la gauche réfléchisse sur les erreurs, collectives, qu’elle a commises. La gauche est “décalée par rapport à la réalité”.

#### **Une leçon de réalisme**

Nous avons été beaucoup trop loin des préoccupations des Français. Ce que nous disions, nous le disions cinq ans auparavant sur ce qui avait été dit cinq ans encore avant. Nous avons apporté des réponses décalées. Quand on parle avec nos concitoyens, comme cet ouvrier rencontré récemment en Haute-Marne : *“si le Smic passe à 1.500 euros, le patron va délocaliser, mais moi, ce que je veux surtout, c’est garder mon boulot”*, force

est de reconnaître qu’ils nous me donnent une leçon de réalisme, parce que le bien le plus précieux pour lui, c’était l’existence même de son emploi”.

#### **Réfléchir sans concession**

La gauche doit réfléchir sur elle-même, sans concession, Si on ne provoque pas cette réflexion, elle risque de ne pas avoir lieu. Quand on passe son temps à reporter les questions, ce qui a été largement le cas depuis 2002, il ne faut pas s’étonner.

#### **Contre la politique du pire**

Plus le score de députés socialistes élus sera élevé, plus il entraînera le débat. S’il est faible, cela conduira à la catatonie et à nous réchauffer entre nous. C’est pourquoi, il faut le maximum de députés socialistes.

Il faut réfuter la théorie du “choc salutaire” pour le PS, qui pourrait venir d’une cuisante défaite à ces législatives. Nous aurons besoin d’un groupe socialiste le plus important possible. Mieux, plus que jamais, une cohabitation est souhaitable.





Nous vivons un moment difficile, un moment que tous savent important.

Ce n'est pas la « place » du Parti socialiste qui est en cause. Les élections législatives, et, encore plus, les réalités locales en témoignent. Ce qui est en cause, c'est notre capacité à conquérir durablement le pouvoir national, c'est notre capacité à nouer les liens d'une coalition politique et sociale.

Tout ce que nous pouvons faire d'utile et de novateur dans les collectivités locales –et il y a beaucoup de choses- ne peut pallier les effets des politiques nationales. La droite a montré depuis 2002 ce qu'il était possible de faire et Nicolas Sarkozy a l'intention de changer profondément la donne !

Nous devons mettre cette défaite de 2007 en perspective. C'est 1997 qui apparaît comme une exception ! Car les tendances à l'œuvre depuis la fin des années 1980 ont conduit à un affaiblissement de notre position. Nous connaissons, pour l'essentiel, un « appauvrissement » idéologique et un « rétrécissement » sociologique.

Un appauvrissement idéologique, car, faute d'avoir regardé les réalités en face, faute d'avoir tiré des conséquences de son action réformiste, le Parti socialiste s'est réfugié dans un « anti-libéralisme » un peu paresseux qui lui sert de réponse à tout et lui évite de trancher dans les questions difficiles. L'anti-droite –aussi nécessaire soit-elle dans la fonction critique- ne suffit pas à définir une identité.

Un « rétrécissement » sociologique, ensuite, car, tendanciellement nous en sommes venus à représenter de manière privilégiée, les catégories sociales de centres-villes, les populations des quartiers (encore que de manière volatile), les salariés du secteur public. Mais nous souffrons dans la France moyenne, des villes petites et moyennes, des catégories populaires, et dans la France âgée appelée à s'accroître.

C'est cela qui doit être au cœur de notre travail de « refondation » -ou comme on voudra l'appeler. Il est indissociablement idéologique, stratégique, organisationnel. Il doit aller de pair avec le type d'opposition qu'il nous faut mener face à Nicolas Sarkozy. La critique doit être indissociable de la proposition. Les exemples abondent déjà. Prenons-en deux seulement dans l'actualité éducative. À l'autonomie des Universités qui divise et

qui sépare, qui accroîtra les inégalités –déjà fortes- nous devons opposer une autonomie contractuelle, qui donne des moyens, qui diffuse les responsabilités, qui entraîne un progrès général. À une suppression de la carte scolaire qui, là aussi, divise, sépare, accroîtra les inégalités, nous devons opposer une réforme qui donne des moyens aux établissements en difficulté, qui élargit les choix.

C'est à cette lumière des conditions d'une « refondation » qu'il faut faire l'inventaire des campagnes électorales des printemps 2007. Certes, les péripéties d'une campagne suffisent rarement à expliquer une défaite. Elles sont toujours révélatrices de faiblesses, programmatique, stratégique, organisationnelle, qui viennent de plus loin.

Il n'y a pas d'un côté le « méchant » parti ou la « bonne candidate », ou l'inverse. Il y a des problèmes collectifs qui doivent être résolus si l'on veut repartir du bon pied. Nous devons chercher ce qui a été révélateur de nos difficultés pour notre utilité commune. Ce travail nous ne l'avons pas vraiment fait en 2002. Faisons le en 2007.

Dans une campagne électorale, à côté de questions liées au « timing » qui ont leur importance, il y a trois problèmes clefs : l'axe de la campagne, le rapport à l'adversaire, l'organisation des forces.

L'axe de la campagne ? Il y a eu des intuitions justes concernant les valeurs que devait (et doit) porter la gauche, la responsabilité, le travail, la fierté nationale, une citoyenneté active... Mais la difficulté est venue, de ce que ces valeurs n'ont pas été suffisamment liées à nos propositions économiques et sociales –à la différence de Nicolas Sarkozy qui a déduit, avec une apparence de logique, des valeurs affirmées ses mesures phares. Or, pour la gauche, sa crédibilité s'engage sur le cœur économique et social de son projet. S'il n'apparaît pas avec suffisamment de force, l'adversaire marque le terrain...

Le rapport à l'adversaire justement ? Il est clair que la tentation de faire, de la campagne, avant tout « un référendum anti-Sarkozy » l'a souvent emporté. Cela correspondait certes à un sentiment fort dans toutes une partie de l'opinion. Mais, en faisant ainsi, nous avons rendu crédible la « rupture » qu'il prétendait incarner à droite et nous lui avons permis d'échapper à son « bilan » proprement escamoté....

Le rassemblement de ses forces, enfin. Peut-être, sans doute même, une « primaire » si proche de la campagne n'a pas eu que des effets positifs. Mais il était loisible dès novembre de rassembler tout son camp plutôt que de le faire tardivement –et encore à moitié. Les défauts de coordination sont à partager. Mais il serait faux de dire



que le parti, ses militants, ses responsables ne se sont pas donnés pleinement à la campagne. Ils ont fait tout ce qu'on leur demandait, mais ils n'ont pas pu faire ce qu'on ne leur demandait pas...

Tout cela doit être dit mais doit surtout servir à préparer demain. Car 2012 se joue dès aujourd'hui, sans parler de toutes les élections qui viennent en 2008 et 2009.

C'est pour cela que le travail de refondation n'attend pas. J'ai écouté ce qu'a dit le Premier secrétaire. Et ses propositions appellent de ma part trois séries de remarques.

Sur le fond d'abord. Si nous voulons ne pas nous tromper sur ce que doit être à l'avenir notre axe politique, nous devons répondre aux problèmes majeurs auxquels le socialisme français, mais aussi le socialisme européen est confronté.

Il ne s'agit pas, en effet, de nous lancer dans la rédaction d'un programme, de revisiter le projet et le pacte présidentiel point par point. Il s'agit de répondre à trois grandes questions stratégiques en nous projetant dans l'avenir. Que peut faire le socialisme dans la mondialisation ? Que doit-il faire dans une société individualisée ? Comment doit-il se comporter dans une démocratie d'opinion ? Des réponses qui seront faites dépendra notre identité politique aujourd'hui passablement brouillée. Ce n'est pas qu'il s'agisse de (re)redécouvrir que le Parti socialiste est un parti réformiste – nous le sommes tous- mais il faut en tirer les conséquences dans un contexte profondément changé depuis un ou deux décennies. Chaque parti socialiste européen est amené à se prononcer sur ces trois questions.

La mondialisation est évidemment le défi principal parce qu'elle provoque des changements rapides dans notre société et amène des défis majeurs pour l'économie, l'industrie, le climat, la population. Maintenir la croissance économique et agir pour la justice sociale demeure notre but. Mais nous ne devons pas penser que les solutions se trouvent dans le repliement et le protectionnisme. La France est dans le monde. Il lui faut comprendre le changement pour l'influencer, il lui faut être innovante, ouverte aux nouvelles idées et aux cultures différentes, il lui faut encourager les partenariats et les talents, il lui faut investir dans l'éducation et les technologies nouvelles, il lui faut comprendre la nécessité d'une coopération globale, en tout premier lieu européenne, pour répondre aux problèmes du monde et aux siens propres.

L'individualisation est une autre réalité. Non qu'elle soit aussi naturelle que beaucoup le disent. Elle est souvent contrainte par la transformation des structures économiques et amène une « désaffiliation » souvent mal vécue. Mais la recherche de l'autonomie n'en est pas moins forte. Il faut y répondre en définissant et en mettant en œuvre des politiques plus efficaces et plus proches des individus. L'idée d'une sécurisation des parcours professionnels correspond tout à fait à cet objectif. Mais il doit en aller de même pour l'éducation, la santé, le vieillissement, le logement, la sécurité. Les services publics ont une place majeure à jouer, mais ils doivent changer.

L'évolution de la politique, des demandes, des conditions de son exercice, de sa relation à la société, dépasse la seule question des institutions – même si nous devons tirer les conséquences de la présidentialisation sans contre-pouvoirs qu'installe Nicolas Sarkozy. Il faut concevoir une politique plus ouverte, plus transparente, plus respectueuse de la société et de ses acteurs. Il serait erroné de penser la transformation de notre parti, de se livrer avec délice à une bataille de spécialistes des statuts, sans replacer cette réflexion dans une perspective plus large de la transformation de notre démocratie.

C'est, une fois plus sûr de notre identité que nous pourrions poser la question des alliances. Celle-ci est moins simple qu'on ne le dit. Tout ne se résume pas à un rapport avec le Modem. Dans la situation de « bipartisme » imparfait où nous sommes, chaque grand parti, c'est-à-dire les deux qui peuvent prétendre à gagner l'élection présidentielle, doit gérer la diversité de son camp. Deux grandes possibilités s'ouvrent à nous, soit – ce que nous souhaitons tous- nous arrivons à construire un grand parti, capable de réunir 40 % environ de l'électorat, mais alors il faut intégrer d'autres forces en notre sein et se poser alors le problème de la cohérence, soit nous pensons qu'une coalition à trois piliers, l'un sur notre gauche, l'autre sur notre droite a plus de chance de gagner, posant alors sérieusement la question de la proportionnelle. La question stratégique fait évidemment partie de la refondation du Parti socialiste et de la gauche.

Enfin, je veux dire quelques mots sur la méthode. Allons-nous tenir des conventions traditionnelles – sortes de mini congrès - avec le risque de nous livrer à des exercices un peu trop ritualistes ? Cela n'avait pas mal marché en 1996, mais le contexte est différent. Nous avons besoin de nous déterminer aujourd'hui sur de vrais clivages en étant allés au fond de notre réflexion. Le débat très ouvert que nous devons mener devrait arriver à dégager le maximum de points de convergences et à isoler les points réels de désaccord. Cela pourrait nous amener à concevoir différemment nos congrès où, au lieu de ces motions de plus en plus fleuves, des points précis seraient offerts au vote des militants.

Le travail qui est devant nous, pour être couronné de succès, doit tous nous mobiliser. Il s'agit de faire franchir une étape décisive au Parti socialiste – et à la gauche. Il ne s'agit pas pour autant de rompre les amarres avec notre passé. Nous n'avons pas à en rougir. Notre mouvement tire sa légitimité, plus que d'autres, de son histoire, et en particulier de l'ampleur de sa contribution passée, au progrès social et économique de notre pays. En assumant pleinement notre réformisme, les socialistes ne trahiraient pas l'espérance d'une société plus juste, plus humaine, plus harmonieuse qui est à l'origine de notre mouvement.

□





Les 27 se sont mis d'accord, samedi à l'aube, sur un mandat en vue d'un traité pour l'Union européenne. J'avoue ma perplexité, mon embarras face à cette décision à la fois attendue et décevante. Les commentaires de la presse sont partagés. Les médias français, pas encore sortis de leur complaisance sarkozienne – disons, pour être plus modéré, toujours fascinés par l'énergie du nouveau Président de la République – entonnent un surprenant dithyrambe. Leurs homologues étrangers sont plus critiques, regrettant – pour ceux qui ne le souhaitaient pas, comme en Grande-Bretagne, l'abandon de l'ambition intégratrice qui faisait le sens de l'Europe politique. Eh bien, moi aussi, je suis partagé.

Je suis un homme du métier, j'ai participé à des négociations de ce type, à commencer par le Traité de Nice. Je sais qu'elles sont difficiles, arides, qu'elles débouchent toujours sur des compromis décevants, qui ne satisfont personne. L'accord des 27 a un mérite, celui d'exister. Après plus de deux ans de paralysie, suite aux « non » français et néerlandais, l'Union européenne envisage quelques réformes institutionnelles. Je ne m'en plains pas, je crois que c'était nécessaire, un refus de principe serait une erreur. Pour ma part, je ne la commettrai pas. D'autant qu'il y a, dans les conclusions du Conseil européen, quelques éléments positifs. La Présidence du Conseil européen cesse d'être tournante tous les six mois, elle sera stabilisée. Le nombre de commissaires, trop important, sera enfin réduit. La concurrence libre et non faussée cesse d'être incluse dans les objectifs de l'Union – ce qui fera plaisir aux partisans du « non » - mais ce progrès reste optique car cette notion demeure, évidemment, dans les traités comme c'est le cas depuis 1957. Le champ du vote à la majorité qualifiée est étendu aux questions de coopération judiciaire et policière, la répartition des compétences est éclaircie, l'Europe se dote d'une personnalité juridique unique et met fin à l'incompréhensible système des « piliers ». Enfin, les pouvoirs du « Haut représentant pour la PESC » sont accrus, et il se voit doté d'un service diplomatique. Tout cela n'est pas négligeable et ne peut être écarté d'un revers de main.

Mais je ne suis pas qu'un pragmatique, pas seulement un euro-réaliste, je suis aussi et surtout un militant de l'Europe politique, de l'Europe intégrée, qui n'a pas abdiqué l'ambition fédéraliste des pères fondateurs. De ce point de vue-là, je ne peux me satisfaire d'un accord d'une singulière médiocrité, qui marque une régression considérable par rapport aux travaux de la Convention européenne, auxquels j'ai participé. Le terme « Constitution » est lui-même abandonné : ça ne me choque pas, d'autant moins que j'ai pour ma part toujours soutenu qu'il s'agissait d'un traité constitutionnel et non d'une véritable Constitution, qui aurait supposé l'existence d'un État et d'un peuple européens. Mais nous n'en sommes même plus là : le nouveau traité sera un simple amendement des traités existants,

il n'a pas de vocation à donner une cohérence, une colonne vertébrale à l'Europe politique, mais, plus modestement, trop modestement sans doute, à permettre un fonctionnement plus efficace des institutions européennes. En ce sens, il n'est guère plus qu'un règlement intérieur de l'Union. Les symboles de l'Union – hymne, drapeau, journée du 9 mai – ne figurent plus dans les traités. La double majorité, à la demande des frères jumeaux qui dirigent le pays, est rejetée aux calendes... polonaises (2014, voire 2017). Le vote à la majorité qualifiée n'est pas appliqué aux matières fiscale et sociale. Le terme « ministre des affaires étrangères » n'a pas été retenu : c'est très significatif de la volonté des ministres nationaux de ne pas abandonner un pouce de terrain dans ce domaine, comme l'est le refus du vote à la majorité qualifiée en cette matière. La Charte des droits fondamentaux n'est pas intégrée dans les traités, même si une référence y est faite. Elle n'est par ailleurs pas applicable à la Grande-Bretagne. Je veux enfin souligner un retour et une lacune : les héritages religieux de l'UE refont surface, le protocole sur les services publics, très faible, ne cache pas l'absence de dimension sociale, écologique, énergétique, ou de réformes de la gouvernance énergétique.

Au total, c'est donc bien projet de d'un mini-traité qu'il s'agit, qui s'inscrit davantage dans la lignée du Traité de Nice, si contesté, que dans celle du TCE, qui avait ses imperfections – la partie III, qui a heureusement disparu – mais aussi sa cohérence, sa force, son ambition. C'est pourquoi le portrait dressé aujourd'hui de Nicolas Sarkozy en sauveur de l'Europe me fait sourire. Il ne s'agit pas de nier la part qu'il a pris dans cet accord, elle est majeure. Il a fait preuve d'une énergie donc Jacques Chirac, à l'évidence, n'était plus capable depuis le 29 mai 2005, il a concrétisé le retour de la France en Europe, il a imposé sa conception d'un traité simplifié – même si, comme l'a justement observé Jean-Claude Juncker, ce texte avec ses « opt outs », ses bizarreries, ses obscurités, est en réalité plus illisible encore que le TCE. Mais cela ne fait pas de lui un grand Européen. Il a, avec la complicité d'Angela Merkel, tordu le bras aux pays « amis de la Constitution », étrangement résignés à l'exception de Prodi. Il a favorisé de belles concessions aux eurosceptiques, britanniques ou polonais. Il n'a proposé aucune vision, son approche a été purement fonctionnaliste et pragmatique. Il n'y a donc pas lieu de se glorifier de cet accord médiocre.

En fait, ce Conseil européen ne mérite ni excès d'honneur, ni excès d'indignité. Ma ligne de conduite partira de ce constat, celui d'un verre à moitié plein, à moitié vide. J'attendrai, d'abord, le résultat de la CIG portugaise – qui peut, on le sait, être pire encore. Je ferai, avec les socialistes français et européens, des propositions d'amélioration. Puis je me déterminerai, avec le souci de ne pas casser davantage la porcelaine européenne, mais aussi avec celui de ne pas cautionner une Europe a minima. Je reste un partisan de l'Europe politique, il y aura, après cet épisode contrasté, d'autres combats à mener pour relancer, vraiment, cette ambition, et lui rendre un souffle que des Européens désenchantés n'ont pas su, samedi à Bruxelles, lui donner.

□





Le JDD daté du 24 juin 2007

Jean-Christophe Cambadélis livre sa vision de l’avenir du Parti socialiste. Un avenir qui ne passe pas par Ségolène Royal et qui, surtout, doit passer par une refondation rapide. Une refondation que pourrait incarner DSK même si Cambadélis préfère parler de “collectif” plutôt que d’“individualisme”.

### **Ségolène Royal doit-elle prendre le Parti socialiste ?**

Cela ne serait bon ni pour elle ni pour la refondation du Parti socialiste. Pour elle d’abord, car si elle le prenait aujourd’hui - mais je ne pense pas que les conditions le lui permettent -, ce serait nécessairement par la force. Et si elle passait en force, les évincés n’auraient de cesse de la faire trébucher. Quant à la refondation, c’est encore plus évident, car l’immobilisme du Parti socialiste a pris sa source dans la candidature non avouée de François Hollande à l’élection présidentielle. Et Ségolène, candidate trop tôt pour 2012, serait contrainte de faire du Hollande, c’est-à-dire du consensus mou, alors que la refondation exige que l’on tranche. Le rendez-vous des présidentiables, c’est 2010 ; le rendez-vous de la refondation, c’est aujourd’hui !

### **Que doit faire Dominique Strauss-Kahn pour participer à la refondation ?**

DSK veut sortir du jeu stérilisant de l’appareil PS qui fait qu’une idée, une thèse, une proposition n’est jamais prise pour ce qu’elle est mais comme un objet à détruire puisque portée par un présidentiable. L’horizon de DSK, c’est la refondation de la gauche et le succès de la France. Une gauche du réel, efficace dans la justice, pertinente dans l’économie, qui s’attaque sans tabou à tout ce qui touche la vie des Français. DSK s’est toujours efforcé de trouver des réponses face aux évolutions de la société. Il poursuivra ce travail, notamment sur le vieillissement de la société, son individualisation, la protection sociale, le vivre ensemble et, bien sûr, l’Europe.

### **Cette refondation est-elle compatible avec le maintien de DSK ou Fabius, pour ne citer qu’eux comme présidentiables ?**

Il y a trop de “moi je” sans contenu dans le PS, c’est ce qui l’entrave depuis des années. Mais la question est moins d’opposer le collectif à l’individualisme, que, je le répète, d’apporter des réponses. Entre le “tout sauf Ségolène” et le “Ségolène sinon rien”, il y a la refondation de la gauche, l’opposition combative mais constructive à la droite. Les “présidentiables”, comme tous les responsables, doivent participer loyalement à la réflexion. La victoire collective sera alors au bout du chemin.

« La candidature de Ségolène Royal à l’investiture pour la présidentielle e 2012 est une déclaration un peu rapide mais pas inattendue. Il n’y a pas de quoi révolutionner les esprits ! Pour nous, la désignation de notre candidate, c’est en 2010. Mais en 2007, c’est de la refondation du PS dont il s’agit. Il faut se concentrer sur celle-ci. Aujourd’hui, il faut décrier le Parti socialiste. François Hollande y a déjà contribué en annonçant qu’il ne se représenterait pas comme premier secrétaire après le prochain congrès en 2008. Cette décriation doit s’accompagner d’un dégrillage idéologique. Nous devons nous attaquer sans tabou à l’ensemble de nos références et à nos problèmes organisationnels, avec humilité et sens du collectif. Il faut s’attacher plus aux idées qu’aux hommes et aux femmes qui les portent. Ce que nous devons faire n’est pas une révolution de palais, mais une révolution d’idées. Il faut analyser nos retards, nos blocages, et aussi nos succès. Ces débats ne doivent pas rester entre trois personnes, entre trois présidentiables. Il faut faire appel à de nouveaux talents, au sein du PS mais aussi en dehors. Que cent fleurs s’épanouissent ! Nous devons lancer le printemps de la refondation de la nouvelle gauche. Or la refondation ce n’est pas un rendez-vous sur notre calendrier, c’est un processus. Il faut redonner à la gauche le goût de l’échange et du débat. Elle a trop souvent eu le goût des présidentiables ».



Depuis le 6 mai 2007 à 20h00, nous sommes entrés dans ce que je me permets d'appeler la politique du pi(t)re.

La politique du pire, parce que pour un militant de gauche réformiste tel que moi, l'ensemble des propositions de notre nouveau président de la République me paraît aller dans la pire des directions pour le bien commun et l'avenir de notre pays.

La politique du pitre, parce que Nicolas Sarkozy a su décrédibiliser la fonction présidentielle les secondes, les minutes, les heures et les jours suivant son élection à la magistrature suprême. En regardant sa télévision, on pouvait s'étonner de constater qu'un monsieur si peu respectueux, et du protocole, et des institutions, puisse jouer le premier rôle. Il faut bien avouer que les De Gaulle, Mitterrand, voire même Chirac dans une moindre mesure, nous avaient habitué à « mieux ».

Quoi qu'il en soit, on constate que la fonction ne suppose plus une culture personnelle au-dessus de la moyenne, ni un sens de l'Etat manifeste. Il est de notoriété que ces qualités ne sont pas celles de Monsieur Sarkozy. Ce dernier nous opposerait sa proximité avec le peuple, son refus de l'intellectualisme « bien-pensant » et souvent « de gauche ». Nous lui opposerons ses proximités manifestes avec les milieux financiers, médiatiques et les faiseurs d'opinion, que jamais aucun avant lui n'avait connu, ni à droite ni à gauche.

### **Une habileté politique exceptionnelle**

Soyons honnêtes : Monsieur Nicolas Sarkozy est un homme politique extrêmement habile. Il a organisé à la perfection son accession au pouvoir suprême.

Depuis 2002, il s'est imposé dans le paysage médiatique, a usé de ses relations et les a entretenu intelligemment. Jamais il n'est apparu en état de faiblesse, jamais il n'a laissé son incompetence technique (pourtant manifeste) le surprendre ou le dévoiler.

Politiquement, il a su ensuite se montrer indispensable à la droite et a imposé la ligne idéologique « décomplexée » d'un parti qu'il a obligé à l'élire président.

Président du parti majoritaire, l'échec au référendum sur le traité constitutionnel européen lui permit de revenir au gouvernement. Un échec qui pour certains aurait été préparé : alors que Jacques Chirac retint la date du 8 mai, jour symbole car commémorant la fin de la Seconde Guerre mondiale à laquelle tous les sondages donnaient encore le « Oui » gagnant -, Nicolas Sarkozy proposa

une date ultérieure - le 29 mai - finalement retenue par le président en exercice qui avait un intérêt commun avec son successeur : faire « exploser » le Parti socialiste. Entre le 8 et le 29, le « Non » avait pu convaincre une majorité des Français, l'Europe politique était repoussée, le gouvernement était défait, le retour du président de l'UMP assuré.

Durant ces cinq dernières années, Monsieur Sarkozy a su « éclater », par une individualisation massive, toujours plus la société française. S'adressant toujours à « chacun » et non à « tous », divisant les chômeurs contre les « travailleurs », les « assistés » contre les « bosseurs », les Français de souche contre les immigrés (supposés ne venir que d'Afrique), les « soixante-huitards » et les « fauteurs de troubles » contre la « majorité silencieuse », les « intellectuels bien-pensants » contre les citoyens du concret, « les Français qui se lèvent tôt » contre ceux qui se « lèvent tard », etc.

Bref, chaque citoyen pouvait aisément se retrouver dans ces propos et acquiescer avec la plus grande ferveur. Il est toujours plus facile de remettre la faute sur un autre que se remettre personnellement en question. La peur de l'autre et son accusation perpétuelle : voilà la clé d'une réussite électorale facile. Le président de la République l'avait parfaitement saisie et, avouons-le, l'avait usée de la meilleure (pire) des manières (rappelons-nous du « mouton égorgé dans la baignoire » sur TF1). Nous connaissons l'effet néfaste d'une telle ligne stratégique : elle divise profondément et suscite tant l'adoration que la haine.

Mais cela n'a que peu d'importance pour Monsieur Sarkozy qui ne retient que l'effet positif de sa stratégie - son élection - et qui pense suffisamment contrôler l'état de l'opinion française. Il est certain que ses relations privilégiées avec l'ensemble des médias et des sondeurs qui ne connaissent plus aucune indépendance l'y aident concrètement.

Depuis son élection et avant celles de juin, la stratégie qu'il emploie est là encore extrêmement habile, voire franchement « diabolique ».

En flattant sans doute le ego, en jouant de son pragmatisme, il a su mettre en lumière certaines personnalités de gauche à ses côtés. Bien sûr, ne laissant rien au hasard, ces nouveaux membres de son gouvernement d'« ouverture » sont strictement surveillés par des proches et voient leurs champs de compétence concrète sérieusement entamés. Mais qu'importe, la lumière médiatique ne porte pas sur ces détails mais bien sur les nouvelles « têtes d'affiches »



de cette « ouverture à gauche ».

C'est un excellent stratagème que de faire croire en une certaine cohabitation telle que celle pratiquée en Allemagne. Monsieur Sarkozy se souvient du succès rencontré par François Bayrou lorsqu'il souhaitait mettre fin au « bloc contre bloc ». Voilà que le nouveau président fait mine de l'appliquer... en écartant tout proche du président du Mouvement démocratique. Pour l'opinion publique « travaillée » et scrutée depuis cinq longues années, et qui forge essentiellement ses idées suite à ses lectures, écoutes ou visions de médias proches du pouvoir, l'illusion n'est pas perceptible.

Pourtant, là encore, une telle stratégie excellemment menée a un effet néfaste : le renversement implicite, camouflé, travesti de la démocratie en France. Ce que souhaite Nicolas Sarkozy s'apparente au contrôle et au pouvoir absolu.

En mettant en exergue son ouverture, il parvient en réalité à enfermer l'ensemble des positionnements idéologiques entre ses mains. Sa stratégie a pour objectif de décrédibiliser totalement le Parti socialiste et a lui laisser un minimum de sièges à l'Assemblée nationale. M. Sarkozy forme doucement mais sûrement un régime à parti unique, l'UMP - dont il n'a pas délégué la présidence -, qui comprendrait un prétendu « pôle centre », et un supposé « pôle gauche » à côté d'une droite dure et décomplexée, qui en réalité mènerait la danse.

#### « Créer, c'est résister. Résister, c'est créer »

Face à un président contrôlant une bonne partie de la classe politique, entretenant des amitiés très larges dans les milieux financiers et médiatiques, comment rester mobilisé ?

Comme certains militants le proposent sur la « toile », il est peut-être temps de devenir « des citoyens à part entière ». L'idée de « démocratie participative » chère à Ségolène Royal a été beaucoup moquée. On a souligné à l'envie la vanité de ces conversations bavardes qui relevaient souvent davantage du cahier de doléances que d'une véritable avancée démocratique.

Certes, il faut aller beaucoup plus loin. La configuration politique actuelle nous invite à tous participer activement à la prise de décision collective.

Si les institutions ne prévoient pas une déconcentration du pouvoir très avancée, cela ne nous empêche pas d'essayer de faire entendre notre voix où que nous soyons :

Au travail en investissant les comités d'entreprise et grâce à un syndicalisme renouvelé. Dans notre vie quotidienne en utilisant tous les espaces de décisions qui sont encore ouverts. Dans les établissements scolaires et universitaires pour les étudiants. Au sein des si nombreuses associations existantes, etc.

Surtout, incitons ceux qui nous entourent, ceux qui ont porté leur voix sur Nicolas Sarkozy à faire de même. C'est

en participant, ne serait-ce que d'une manière modeste à la vie sociale, que les citoyens perdront l'habitude de tout attendre de l'Etat qui se retire partout. Ils apprendront également le sens de l'intérêt général et prendront confiance en leur propres compétences.

Une piste complémentaire est celle de la bataille des valeurs et des idées, en usant de propositions « chocs » dont nous avons été privés suite à nos divisions internes. Dans « Contre-Feux », Pierre Bourdieu montrait comment l'idéologie néo-libérale s'était imposée au niveau mondial grâce à un lobbying féroce de groupes de pression organisés, en particulier auprès des médias.

En plus de l'indispensable militantisme de terrain qui doit toucher un maximum de nos concitoyens à travers de multiples manifestations, nous devons user d'un instrument formidable qui touchera de plus en plus de monde, Internet.

Organisons-nous pour en faire un instrument de reconquête de l'opinion efficace. Pour cela, partageons nos idées, mettons en commun nos initiatives et nos moyens d'action. Isolés, ils restent négligeables. Regroupés, ils peuvent devenir redoutables d'efficacité.

Cependant, là encore, restons vigilants car nous connaissons les prétentions du nouveau président de la République : le « fichage » total de tout internaute et utilisateur de mobile sur simple demande judiciaire. M. Sarkozy voudrait nous voir « nu dans une maison de verre ».

Enfin, souvenons-nous de l'appel des résistants lancé en 2004 :

« Les responsables politiques, économiques, intellectuels et l'ensemble de la société ne doivent pas démissionner, ni se laisser impressionner par l'actuelle dictature internationale des marchés financiers qui menace la paix et la démocratie. »

Appelons « les mouvements, partis, associations, institutions et syndicats héritiers de la Résistance à dépasser les enjeux sectoriels, et à se consacrer en priorité aux causes politiques des injustices et des conflits sociaux, et non plus seulement à leurs conséquences, à définir ensemble un nouveau 'programme de la Résistance' pour notre siècle, sachant que le fascisme se nourrit toujours du racisme, de l'intolérance et de la guerre, qui eux-mêmes se nourrissent des injustices sociales. »

Appelons « les enfants, les jeunes, les parents, les anciens et les grands-parents, les éducateurs, les autorités publiques, à une véritable insurrection pacifique contre les moyens de communication de masse qui ne proposent comme horizon pour notre jeunesse que la consommation marchande, le mépris des plus faibles et de la culture, l'amnésie généralisée et la compétition à outrance de tous contre tous. »

□



# À lire



**PARTI PRIS : CHRONIQUES DE LA PRÉSIDENTIELLE CHEZ LES SOCIALISTES**  
Jean-Christophe Cambadélis (Plon, 18 euros)

**SOCIALISTES, ALLONS VOIR SI LA GAUCHE...**  
Pour tous : appartenir au monde qui vient (2ème partie)

Michel Debout et Marie-Françoise Poyet-Nouvet

Depuis trente ans, toutes les élections nationales, présidentielles ou législatives, ont été marquées par l'alternance droite/gauche. Selon cette logique, les élections de 2007 devraient être emportées par la gauche d'autant que, depuis 2002, la France va mal et les Français, notamment les salariés les plus modestes, subissent une politique de régression sociale sans précédent. Mais la gauche est-elle sûre de gagner les prochaines élections, décisives pour la France, alors que les conditions "objectives" de son succès n'ont jamais été réunies à ce point. Cela va dépendre de la capacité de répondre aux attentes des individus dans leur quotidien

et dans leur existence.

Reconnaître l'individu, - ce qu'il est, son identité - ce à quoi il aspire, les difficultés qu'il traverse, les engagements qu'il vit - son parcours de vie - doit être la première tâche de tout parti politique, surtout pour un parti de progrès. Les Français attendent un projet politique donnant toute sa place à l'individu et dans le même temps, la prééminence des réponses collectives. Pour les socialistes et pour la gauche, l'entité collective c'est la République.

C'est elle qui non seulement organise les relations entre les individus citoyens, mais aussi assure la réalité de la nation et au-delà fixe les termes des échanges internationaux. Mais cette appartenance de l'individu à la République est exigeante en droit et devoir : l'individu ne naît pas citoyen, il le devient. Bien plus d'autres modèles d'appartenance lui sont proposés : ethnique, religieux, sectaire, aujourd'hui, la tentation est forte ; elle est d'autant plus forte que la République ne traite pas tous ses enfants de manière égale.

Il y a là - pour la gauche - un véritable défi d'autant que ces expressions d'appartenance communautaire spécifique s'expriment de plus en plus fort dans la société et dans les médias, et qu'elles tendent à se substituer à l'appartenance de classes, au rapport de forces capital/ travail. Pour que chacun se sente appartenir pleinement au pays et à la société, il faut repenser les liens économiques, sociaux et civiques qui font de chaque individu un authentique citoyen.

n°7 / décembre 2006

L'ouvrage est en téléchargement gratuit depuis le site de la Fondation Jean-Jaurès

**Le manifeste social-démocrate : faites-en votre affaire !**  
**[http://www.blogdsk.net/manifeste\\_socialdemocrate/](http://www.blogdsk.net/manifeste_socialdemocrate/)**

**Chaque semaine, de nouveaux abonnés,**

faites connaître autour de vous, rejoignez-nous,  
exprimez-vous, Contactez-nous :  
[lettre@socialisme-et-democratie.net](mailto:lettre@socialisme-et-democratie.net)

Par téléphone : 01 53 63 40 03 (Damien)  
01 40 63 68 57 (Karine)

Par courrier : Socialisme & Démocratie -7, rue de la Planche 75007 Paris

**CETTE LETTRE EST AUSSI LA VÔTRE, LISEZ-LA, DIFFUSEZ-LA, PARLEZ-EN, CONTRIBUEZ-Y**

NOM

PRÉNOM

ADRESSE

TÉLÉPHONE

MAIL

ABONNEMENT 15 EURO

SOUTIEN

30 EURO

LA LETTRE DE SOCIALISME & DÉMOCRATIE - 7, RUE DE LA PLANCHE 75007 PARIS  
[WWW.SOCIALISME-ET-DEMOCRATIE.NET](http://WWW.SOCIALISME-ET-DEMOCRATIE.NET)